Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

HARIS SEPTEMBRE 2026

N°22

Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

Université Alassane OUATTARA

e.ISSN 2709-5053 i.ISSN 3106-4914

Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques (HARIS)

N° 022 Septembre 2026

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

e.ISSN 2709-5053 **i.ISSN 3106-4914**

Indexations internationales

https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris

Scientific Journal Impact Factor

TOGETHER WE REACH THE GOAL

https://sjifactor.com/passport.php?id=23388

auréHAL
accès aux données de référence de HAL

https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412

Administration de la Revue

Directeur Scientifique : Professeur M'BRA EKANZA Simon-Pierre (Professeur Emérite du CAMES, Université Félix Houphouët-Boigny)

Directeur de Publication : CAMARA Moritié (Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction : KOUAKOU N'DRI Laurent (Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Coordonnateur de Publication : SILUE Nahoua Karim (Maitre de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth (Maître-assistante en Histoire économique, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO Zana (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Péleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou Kouadio Sanguen (Assistant Département de Mathématique et Informatique, Université Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO), Université Alassane OUATTARA)

Website : http://www.revue-haris.org
Courriels : cerriuao01@gmail.com / asriesa2012@gmail.com

Comité Scientifique

-**M'BRA EKANZA Simon-Pierre**, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**KOULIBALY Mamadou**, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**Abdoulaye BATHILY**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Jean-Noël LOUCOU,** Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**KOUI Théophile**, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**Francis AKINDES,** Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**ALLADAYE Comlan Jérôme**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-**SAADAOUI Ibrahim Muhammed**, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies - Tunisie)

-**Ousseynou Faye,** Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Samba Diakité,** Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain**, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-**ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre**, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**GBODJE Sékré Alphonse,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**Syrius AHMADI**, Professeur de Géopolitique (Université Tabbiath Modares de Téhéran- République Islamique d'Iran)

- **Marie Miran-Guyon**, Maitresse de Conférences HDR (École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Paris France)

Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquiel**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAO BI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**GOLE Antoine**, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**POZUELO Yvan,** Professeur d'Histoire Contemporaine, spécialiste de la Franc-Maçonnerie au CIFP Hosteleria y Tourismo (Gijon- Espagne)

-Léo Montaz, Chargé de Recherche, Institut d'Ethnologie (Université de Neuchatel, France)

Adresse aux auteurs

La Revue HARIS parait 4 fois dans l'année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions. Si un numéro doit porter sur un thème précis, cela sera communiqué sur le site de la revue six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue http://www.revue-haris.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.

Sommaire

KOFFI Brou Dieudonné & Tiranké Ibrahima Kalil SACKO
Souveraineté et relations internationales : L'Alliance des États du Sahel et la recomposition des partenariats internationaux 10-22

Daniel Akpolê Koffi YAO
Lecture métaphysique des relations internationales : La triangulation comme méthode d'analyse.....23-35

DIOMAND Aïkpa Benjamin
Le Droit International contemporain à l'épreuve de la conception Marxienne du Droit.....36-47

SERIKPA Gnabro Harding
Les Organisations Non Gouvernementales et la coopération humanitaire comme instruments du Soft Power russe en Asie Centrale postsoviétique (1991-2022) 48-62

BOLOU Bi Sery Anguipla Ange Junior
L'État libéral : Une critique de la neutralité procédurale à la lumière de Charles Taylor.....63-75

Abdoulaye BAMBA & Kouakou Joël KOUASSI
L'Accord de Cotonou : Entre revitalisation et limites des Etats ACP à conduire des négociations (2000-2002) 76-90

ZOUZOU Kouassi Noel
Migration et intégration régionale : Une longue tradition de coopération économique par le bas à travers le cas ivoirien.....91-105

IRIÉ Bi Irié Jean-Marc
Patrimoine spolié : Le bras de fer mémoriel entre l'Afrique et l'Europe.....106-117

Aristide EDZEGUE MENDAME & Jary Herrlich OBORO NTE
Les limites du tropisme militaro-sécuritaire de la coopération sécuritaire régionale et internationale dans le Golfe de Guinée (1990-2023) 118-130

Diamane DIOUF
Les défis de la lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée : Analyse des causes, de l'évolution du phénomène et des perspectives d'éradication.....131-146

Mohamed Lamine MANGA
Colonisation et nationalisme en Guinée-Bissau (1897-1963).....147-162

YAO Kouadio Abel
La diplomatie de suivi en temps de crise : Le cas de la Côte d'Ivoire (2002-2011).....163-172

DIBY Kouadio Jean & KEAROU Detehon Ange Flavy
Les fondements de la politique de développement économique de l'Allemagne Wilhelmienne de 1890 A 1914.....173-185

FAMOUSSA Coulibaly
La Charte des Nations Unies face aux mutations géopolitiques actuelles : Entre montée de l'unilatéralisme et fragilisation de la sécurité collective.....186-201

Arsène Brice BADO
Qui fixe l'Agenda ? Influence des partenaires techniques et financiers étrangers sur les activités des organisations de la Société Civile en Côte d'Ivoire.....202-220

Albert WANVOESSO & Cossi Basile MEDENOU & Miré Germain PALE
La deportación de los negros esclavos al Nuevo Mundo: ¿Problema u oportunidad para el desarrollo de América ?.....221-232

TRAORÉ Moustapha
Der Bau und die modernisierung des hafens von San Pedro: Ein beispiel für internationale zusamenarbeit mit deutscher beteiligung für eine infrastruktur regionaler bedeutung.....233-252

N'Goran Alphonsine KAMENAN épouse GARCÍA & Konan Pacome YAO
La inmigración internacional en España de 2016 à 2026 : una perspectiva económica: 253-269

Dogba Léonce BAWA
El fracaso de la revolución bolivariana y el secuestro de Maduro.....270-285

KONE Yacouba & Logbou Kousso Marie Flora GOSSAN
Espaces et empruntes des femmes fortes durant les conquêtes arabes de 622 à 675.....286-297

Sibiri BAMBA
Nasrul Ilm : Trajectoire et stratégie de déploiement d'un soufisme transnational en Côte d'Ivoire (1994-2023) 298-311

Konan Parfait N'GUESSAN & Djro Bilestone Roméo KOUAMENAN
L'Église et la construction des empêchements de mariage pour parenté en Occident au haut Moyen-Age.....312-326

Dr Mamady BAMBA
De l'Agriculture coloniale à la planification socialiste de l'Agriculture en Guinée : Ruptures ou continuités ? 327-336

Rokiatou BAMBA
La mondialisation dans la presse numérique ivoirienne : Cas de la campagne présidentielle de 2025.....337-356

Clotaire Claver OKOUYA
Gentrification et transformation du paysage urbain de Poto-Poto à Brazzaville (République du Congo) 357-374

BROU Kamenan Marcel & KOUKOUNON Wilfried Gautier & CISSE Fatoumata
Conséquences socio-économiques des accidents hydromorphologiques de 2020 sur l'axe Adjamé-Zoo.....375-386

YÉO Watagaman Paul & YÉO Siriki & YEO Yakatienguelpou
Accès à l'eau, revenus féminins et tensions agropastorales autour des barrages de la sous-préfecture de Karakoro (Nord de la Côte d'Ivoire) 387-403

BOCOUM Moussa Fadiala
Évaluation des politiques de gestion de la forêt classée de Sounsan...404-416

KONE Soulemane
La laudation dans *la Ronde des Jours* de Bernard Dadié et *Refrains sous le Sahel* de Pacéré TiTinga : Une poétique de la célébration de l'identité Africaine.....417-429

DE L'AGRICULTURE COLONIALE A LA PLANIFICATION SOCIALISTE DE L'AGRICULTURE EN GUINEE : RUPTURES OU CONTINUITES ?

Dr Mamady BAMBA
Enseignant chercheur à l'Université Général Lansana CONTE de Sonfonia-Conakry, Maitre-Assistant CAMES
bambamamadygina@gmail.com

Résumé
La présente étude se propose d'analyser les mutations structurelles des politiques agricoles, de la période coloniale jusqu'au premier régime de la République de Guinée (1958 à 1984). C'est au cours de l'administration coloniale que l'intégration de la Guinée au sein des circuits de l'économie mondiale s'est opérée par la promotion systématique des cultures d'exportation. Cette dynamique a engendré, comme conséquences immédiates, l'établissement de plantations, de stations expérimentales ainsi que le développement d'infrastructures d'évacuation, comprenant notamment des routes, des ponts, des chemins de fer et des ports. Suite à l'accession à l'indépendance, le nouvel État guinéen a entrepris la rupture avec l'économie coloniale en érigeant l'agriculture en pilier fondamental de l'indépendance économique, de l'industrialisation nationale et de l'autosuffisance alimentaire. Néanmoins, cette quête d'autonomie n'a point occulté la persistance de continuités d'ordre technique, administratif et économique. Par conséquent, les résultats découlant de la planification agricole sont demeurés restreints en raison de l'insuffisance des financements, de l'inadéquation des équipements, de la défaillance de la gestion, de la faible participation des paysans guinéens, ainsi que des contraintes d'ordre international.
Mots-clés : agriculture coloniale, planification, continuité, rupture, producteurs ruraux.

Abstract
This study aims to analyze the structural changes in agricultural policies from the colonial period up to the first regime of the Republic of Guinea (1958 to 1984). It was during the colonial administration that Guinea was integrated into the global economy through the systematic promotion of export crops. This process immediately led to the establishment of plantations, experimental stations, and the development of evacuation infrastructure, including roads, bridges, railways, and ports. After gaining independence, the new Guinean state broke away from the colonial economy by making agriculture a fundamental pillar of economic independence, national industrialization, and food self-sufficiency. Nevertheless, this quest for autonomy did not erase the persistence of technical, administrative, and economic continuities. As a result, the outcomes of agricultural planning remained limited due to insufficient funding, inadequate equipment, poor management, low participation from Guinean farmers, and international constraints.
Keywords : colonial agriculture, planning, continuity, rupture, rural producers.

INTRODUCTION

L'agriculture demeure une activité fondamentale dans l'histoire socio-économique et politique de la République de Guinée, en occupant la majorité de la population rurale (M. Bamba, 2023, p.70). Elle se pratique dans tout le pays, malgré la diversité de son paysage, selon les régions naturelles. La Basse-Guinée, ou Guinée maritime, constitue le bassin alluvionnaire des rivières côtières. Située dans la partie ouest, elle s'étend sur 150 km de large et longe l'océan Atlantique sur environ 300 km de côtes. La Moyenne-Guinée ou Fouta-Djalon est une région de montagnes et de plateaux. Son relief culmine au mont Loura (Mali) à 1 538 m. Ce massif est fortement entaillé par des vallées avec des plaines et des dépressions intérieures. La Haute-Guinée fait partie d'une unité géographique morphologiquement et climatiquement très étendue.

C'est une région de savanes et de plateaux. Le Niger et ses affluents y ont entaillé des plaines humides en terrasses, très favorables à la riziculture inondée. La Guinée forestière doit son nom à la forêt humide qui couvrait la majeure partie de son territoire. Cette forêt a été progressivement détruite au fil du temps et on ne la retrouve plus que sous la forme d'îlots sur les sommets montagneux (Nimba, Ziama) et le long des cours d'eau[1]. Son climat est de type subéquatorial, avec des précipitations abondantes et quasi régulières tout au long de l'année (environ 8 à 9 mois).

Ainsi bien avant l'installation coloniale, la production des populations guinéennes était axée sur l'autoconsommation, les échanges locaux et la reproduction sociale. Les productions agricoles dominantes restaient les tubercules, les céréales, les légumes, les plantations, la cueillette, la chasse, la pêche et l'élevage.

Les activités agricoles étaient aussi fondées sur une meilleure connaissance par les populations de leurs sols, des saisons, des variétés et des techniques d'association des cultures. Ces techniques agricoles ancestrales ont progressivement connu une transformation avec l'implantation coloniale (R. Pré, 1951, pp. 41-43). La colonie de la Guinée française a été ainsi intégrée aux circuits de l'économie coloniale à travers la mise en place de plantations (cultures de rente) dominées par l'ananas, le café, la banane, les agrumes, le palmier à huile, l'hévéa et tant d'autres produits destinés à alimenter les marchés extérieurs.

Pour mieux organiser tous les circuits opératoires, les autorités coloniales ont créé des structures agricoles, des stations expérimentales et des infrastructures destinées à la production, à la conservation et à l'acheminement vers la côte pour l'exportation. Cela explique le caractère à double visage de l'agriculture coloniale : d'un côté, un secteur moderne et commercial orienté vers l'exportation qui s'est développé à côté d'un secteur familial dominé par les cultures vivrières et manuelles.

C'est justement face à ce double visage de l'agriculture, qui demeure sans doute l'un des héritages clés auxquels le jeune État indépendant a été confronté dès le lendemain du 2 octobre 1958 (M. Pape, O. Goerg, 1986, pp 509-510).
Ainsi, de quelle manière les politiques agricoles guinéennes se sont-elles transformées entre la période coloniale et la première République ?

[1] L'ensemble culmine aux monts Nimba (Lola) à 1 752 m.

Dans quelle mesure les réformes de 1958 à 1984 ont-elles constitué une rupture ou une continuité ? L'hypothèse de cette recherche est que la première République de Guinée a effectué une rupture politique et idéologique avec l'agriculture coloniale mais elle a maintenu une continuité dans la centralisation administrative, dans l'encadrement des producteurs, la modernisation des techniques de l'agriculture comme héritage coloniale.

Afin d'élucider ce changement de paradigme, l'approche historique a constitué le pivot de notre cadre méthodologique. Celle-ci s'est articulée autour d'investigations qualitatives, comparatives et institutionnelles, s'appuyant de manière substantielle sur les archives administratives, les rapports agricoles, les plans de développement, les documents du Parti démocratique de Guinée (PDG) ainsi que sur les travaux universitaires. L'application de la méthode comparative a permis d'établir des corrélations entre diverses dimensions, notamment les objectifs des politiques, les instruments mobilisés et les effets constatés, dans la mesure où la période coloniale est appréhendée comme la phase d'instauration d'une économie à caractère extraverti.

Les années 1958-1984 sont, par conséquent, analysées en tant que phase de planification socialiste et collectiviste. La fragilité des données statistiques, la nature apologétique de certains documents émanant de la première République de Guinée, de même que les conditions précaires de conservation des archives, constituent les limites inhérentes à la présente étude.

Pour exposer les résultats ainsi obtenus, notre analyse se structure autour des grandes orientations de l'agriculture coloniale, de l'héritage colonial de l'agriculture de la première République de Guinée, des ruptures instaurées par l'État indépendant de Guinée, des incidences sur les producteurs ruraux et, enfin, des limites de la planification.

1. LES GRANDES ORIENTATIONS DE L'AGRICULTURE COLONIALE

Durant la colonisation, l'un des soucis majeurs de l'administration était l'intégration de la Guinée française aux circuits commerciaux de l'empire français pour mieux exploiter cette colonie aux immenses ressources du sol et du sous-sol, riches et variées. Les produits du secteur agricole destinés à la métropole devaient alimenter les maisons de commerce et contribuer au financement de l'administration.

C'est ce qui a favorisé le développement des cultures d'exportation dans des zones considérées comme favorables (O. Goerg, 2011, pp 73-88). Les plantations de bananes, d'ananas, de café et d'agrumes prospérèrent grâce à l'appui des services agricoles ainsi que des stations expérimentales. La culture de la banane s'étendit principalement dans la région de la Basse-Guinée, ainsi que le long des axes reliant les plantations à la capitale, Conakry, et aux ports.

Dans la zone de la Guinée forestière, se développèrent les plantations de banane et de café, alors que les agrumes et autres cultures comme les orangers se développèrent dans la région du Fouta-Djalon (J. B. Garnier 1958, pp. 185-198). Des techniques et outils agricoles furent introduits par le colon, tels que la charrue, la traction animale, l'usage d'engrais, les semences améliorées, les techniques de conditionnement ainsi que les traitements phytosanitaires des plantes comme la banane.

Des stratégies d'augmentation de la productivité, à travers l'enrichissement et la sélection des variétés, furent rendues possibles

grâce à la mise en place des stations expérimentales (A. Dore, 1986, p 69). Le développement des produits d'exportation nécessita l'essor des voies d'acheminement à travers l'ouverture de routes, de chemins de fer, de ports et d'entrepôts vers les zones d'évacuation pour la métropole.

La naissance des centres urbains fut rendue possible grâce à ces infrastructures qui facilitèrent la circulation des personnes et des marchandises (J. S. Canales, 1970, p 88). Pour la mise en place de l'appareil colonial en Guinée et son fonctionnement, l'administration institua l'impôt de capitation, avec pour effet immédiat la recherche de revenus monétaires permettant aux populations de s'acquitter de leurs obligations fiscales.

D'autres pratiques, telles que les réquisitions, le portage et les migrations de travailleurs pour alimenter les plantations et les chantiers coloniaux, ont entraîné, voire renforcé, la mobilité entre les régions (T. Romain, 2018, pp 3-13).

2. L'HÉRITAGE COLONIAL DE L'AGRICULTURE DE LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE

Les responsabilités de conduite de l'État ont toujours été au centre des préoccupations, aussi bien sous la période coloniale qu'après l'indépendance de la Guinée le 2 octobre 1958. Ainsi, durant la période coloniale tout comme après 1958, l'État a joué un rôle déterminant dans la programmation des objectifs, l'organisation de la production et la diffusion des techniques agricoles.

Avant l'indépendance, l'administration coloniale travaillait pour l'intérêt de l'économie de la métropole, d'où le caractère extraverti de l'économie coloniale. Contrairement à cette période, la première République de Guinée a mis en avant l'intérêt national pour amorcer le développement économique du pays (M. Bamba, 2023, p.70). C'est pour traduire sa vision du développement en actes que le jeune État guinéen a adopté plusieurs plans de développement économique.

Le domaine agricole constitue l'angle prioritaire ; c'est pourquoi les services agricoles coloniaux, les stations et les fermes expérimentales ont servi de modèles aux CMR et aux CNPA, tout comme le fait que les nouvelles structures ont repris les fonctions de vulgarisation, de fourniture de semences et de formation. Chacune des périodes concernées manifeste une certaine croyance dans la modernisation du secteur agricole.

C'est dans ce contexte que le colon a introduit dans l'agriculture la charrue, la traction animale et d'autres techniques culturales pour l'amélioration des rendements. Le colon a fait de l'agriculture le secteur qui devait fournir des matières premières et des recettes pour l'exportation. La première République a introduit les machines : tracteurs, motopompes, décortiqueuses et moissonneuses (J. B. Garnier, 1958, pp. 185-198).

Les nouveaux dirigeants ont fait de l'agriculture le secteur devant fournir des matières premières, des capitaux et de la main-d'œuvre devant favoriser l'industrialisation du pays. C'est une sorte de reprise de la même fonction allouée à l'agriculture au temps colonial par l'État indépendant de Guinée (J. Camara, 1974, p.58).

3. LES RUPTURES INTRODUITES PAR L'ETAT INDÉPENDANT DE GUINÉE

La prise de l'indépendance par la Guinée a mis fin à la domination politique, économique de la France. Les nouvelles autorités placent l'agriculture comme une priorité nationale faisant des cultures vivrières et l'autosuffisance

alimentaire un défi officiel. C'est dans ce cadre que l'Etat guinéen a chercher à maitriser les circuits de production, la collecte et la distribution des produits agricoles.

L'Etat contrôle désormais le commerce extérieur par la création des magasins publics et des comptoirs sans négliger la nationalisation des banques (S. Condé, 1981, p.50). Pour concrétiser sa vision, l'Etat crée à travers le pays les coopératives, les BMP[2], les BAP[3], les FAPA[4], les FAC[5] et les PRL[6] pour mieux transformer les rapports de production en mettant en avant la collectivisation des moyens de production selon les objectifs des différents plans de développement du pays (A. M. Barry, 1980, p 52).

La conférence économique tenue à Kankan en avril 1960 adopte le premier plan triennal. Mais, des années plus tard, Sékou Touré se rappelle combien les discussions furent difficiles : il y eut des séances pénibles. Le secrétaire général du parti fut obligé d'interrompre les débats pour l'organisation d'une séance spéciale qui fut exclusivement consacrée à la définition de la politique de planification du pays et au choix des méthodes de travail en rapport harmonieux avec ses moyens propres et ses capacités réelles.

Le budget de fonctionnement de l'année 1959 est donc à peu près en équilibre, et pour le budget d'équipement, on compte essentiellement sur l'aide extérieure, soit sous forme de prêts et de dons, soit sous forme de projets réalisés à la suite d'accords de coopération (A. Lewin, 2010, p.98). Le premier plan stratégique du développement de la République de Guinée après l'indépendance fut donc ce plan triennal du développement de 1961-1963.

Il consacra la réforme complète de l'agriculture. Cette réforme fut orientée vers la production nationale et la mise en place des coopératives dans tous les secteurs de développement, dont l'agriculture. L'objectif de ce plan était d'opérer l'amélioration du niveau de vie, la décolonisation économique, l'amorce de transformation de la Guinée en un pays moderne pleinement développé afin de participer à l'essor futur de l'économie de toute l'Afrique.

Il visa aussi la mise en place d'une véritable base du socialisme avec la nationalisation des banques, la création d'une monnaie nationale (syli) inconvertible, la monopolisation étatique du commerce. Tout cela pour aboutir à une économie nationale planifiée. Sur le plan agricole, il a favorisé la mise en place d'une politique d'extension des superficies en pépinières et en plantations modernes et des services de production qui étaient suffisamment dotés des moyens requis.

Sur les 171 actions du plan triennal, 62 actions avaient pour objectif la production industrielle et agricole, soit 42,26% des investissements (production : 18.390.000.000 FG sur 38. 912. 000.000 FG) (A. Lewin, 2010, p.2). Comme prolongement du plan triennal de 1961-1963, issu du CNR[7] du 16 Avril 1964 tenu à Guéckedou, le Plan septennal devait tirer les leçons du plan triennal comme l'affirme cette déclaration d'Ismaël Touré :

> Notre plan septennal donnera à l'industrie une priorité sur les autres secteurs. Le rôle assigné à cette première phase de l'industrialisation sera de développer les activités industrielles ayant pour but le redressement dans un bref délai

[2] Brigade Mécanisés de Production
[3] Brigade Attelées de production
[4] Ferme Agro-pastorales d'arrondissement
[5] Ferme Agro-communales
[6] Pouvoir Révolutionnaire Local
[7] Centre de Modalisation Rurale

> notre balance de paiement actuellement déficitaire (T. O. Tolo, 1975, p 43).

Pour lui, l'industrialisation, en tant que moyen d'accroissement de la production, ira de pair avec les autres secteurs directement liés à la production. A cet égard, le domaine agricole devait être renforcé pour servir de racine à l'industrialisation. Ainsi, les objectifs agricoles du plan étaient de couvrir l'essentiel des besoins alimentaires de la population sans recourir aux importations, assurer l'approvisionnement correct et régulier des usines en matières premières agricoles et développer les exportations agricoles.

On peut donc, à travers ces réalités, dégager les prévisions agricoles du plan septennal. Ainsi, dans le domaine des cultures vivrières, l'augmentation de la production rizicole est restée l'objectif majeur. Les efforts devaient être orientés tant dans le domaine des études que celui de l'exécution des aménagements (M. Bamba, 2023, p.70).

C'est dans ce contexte que l'aménagement hydro-agricole de 35.000 hectares a été décidé avec une prévision escomptée de 35 à 40.000 tonnes de paddy par an (M. Bamba, 2023, p.70). Ainsi, la priorité a été accordée dans cette zone aux périmètres de Monchon avec 2000 hectares, Kakossa (2500 hectares), Koba (4000 hectares) et Kapatchez (7000 hectares) (M. Bamba, 2023, p.70). Ces efforts devaient être complétés par une reprise en main des anciens aménagements de la Haute Guinée avec une prévision supplémentaire de 50.000 tonnes de riz afin de supprimer l'importation de cette denrée.

Pour les cultures industrielles, le plan a prévu une augmentation de la production pour l'exportation. Pour ce faire, la production de la banane devait atteindre 100.000 tonnes au minimum pour une exportation annuelle, soit une production de 6 à 30.000 tonnes pour l'ananas, 43.000 tonnes pour le café, 12.000 pour le coton pour alimenter l'usine textile de Sanoyah (M. Bamba, 2023, p.70). L'objectif du plan septennal dans le domaine de la production rizicole était l'augmentation de celle-ci en vue de supprimer toute importation de riz en 1971.

Si l'objectif fixé n'a pas été entièrement atteint, on peut remarquer, cependant, que grâce à l'augmentation de la production de cette denrée de base, les quotas annuels de riz importé ont diminué. Ils sont passés de 42.000 t en 1964 à 9.877,1 t en 1969 et en tenant compte de l'augmentation de la production en 1970, nous pouvons ajouter que le tonnage importé entre 1970 et 1971 est inférieur à celui de 1969 (O. T. Thiam, 1975, p 45).

Les plans quinquennaux visaient l'ajustement et l'amélioration des deux premières planifications socialistes du développement agricole. Dans le souci ardent de la recherche de son indépendance économique, la fin de chaque plan de développement correspondait à la mise en œuvre du nouveau.

Le premier plan quinquennal (1973-1978) n'avait rien de nouveau, sinon que de nom, car dans ses objectifs, il s'assignait de renforcer les reformes projetées par le précédent plan. Plus que les deux précédents, le Plan quinquennal symbolisait bien le caractère de catalogue fourre-tout de la planification guinéenne. Comme toujours, on annonce l'enveloppe de l'investissement global : 13,37 milliards de sylis (O. T. Thiame, 1975, p 50). Le second plan quinquennal (1981-1985) de développement avait dans ses grandes lignes la mise en œuvre des bases de l'autosuffisance alimentaire en Guinée.

Cette mise en place de la dynamique de la production devrait se faire par l'implication de toutes les

forces vives de la nation. Ainsi, les forces vives de la nation impliquées dans la dynamique de production seront les CER[8], les BMP[9], BAP[10], les FAPA[11] et les PRL (M. Bamba, 2023, p.70).

Le Ministère des FAPA, Agriculture, Eaux et Forêt était le maitre d'œuvre chargé de l'exécution de la politique de développement agricole. Les FAPA étaient des structures administratives dans lesquelles tous les étudiants, après le cycle universitaire, apportaient une dynamique. Les BAP, BMP, structures du type communiste ou socialiste, furent les premières à s'installer et qui ont cédé la place aux FAPA[12]. Dans ces structures, les instruments de production étaient la propriété de la communauté (M. Bamba, 2023, p.70).

4. LES EFFETS SUR LES PRODUCTEURS RURAUX

L'État guinéen, dans son option de développement économique du pays, a procédé à l'octroi aux producteurs de certaines zones rurales de tracteurs, de charrues, de semences, d'engrais et de conseils pratiques. Les producteurs ruraux ont été soumis à l'imposition de normes de production, à des prélèvements, à des travaux collectifs et à d'autres obligations de livraison dans les PRL.

Ces pratiques, entraînant parfois un faible taux d'adhésion à la politique agricole du régime, ont provoqué la fuite de nombreuses populations vers les pays voisins, sans espoir de retour. Malgré tous les efforts consentis par le premier régime à travers la collectivisation, les exploitations familiales sont demeurées la préoccupation essentielle des populations rurales, dont les produits étaient directement destinés à l'alimentation et aux revenus des ménages (M. Bamba, 2023, p.70). L'une des conséquences des politiques agricoles fut la transformation des rapports entre les producteurs, les autorités et les cadres, entraînant l'exode rural aux nombreux effets dans les centres urbains.

5. LES LIMITES DE LA PLANIFICATION

Au terme de cette revue de la planification guinéenne, il est apparu que cette technique de gestion a davantage entravé le développement économique et social de la Guinée qu'elle ne lui a apporté une impulsion positive. Le plan, couvrant tous les secteurs socioéconomiques exception faite du secteur minier exploité par les firmes multinationales avait ainsi complètement gelé toute énergie créatrice, le souci de contrôle politique de la population par le Pouvoir Révolutionnaire Central (le gouvernement) l'emportant sur tous les autres objectifs.

Toutes les activités du pays ayant été plus ou moins « gelées » dans les mailles de cette planification, comment, dans ces conditions, imaginer qu'elle pouvait apporter des changements positifs à l'économie guinéenne ? C'est, au contraire, au regard de cette situation qu'on a pu parler d'enchaînement du peuple guinéen ou d'interminable tragédie.

Mais pendant longtemps, les dirigeants ont expliqué toutes les difficultés, puis l'effondrement de l'économie guinéenne, par l'intervention ou le sabotage pêle-mêle des impérialistes, des contre-révolutionnaires, des commerçants trafiquants, des cultivateurs ou des fonctionnaires.

[8] Centres d'enseignement rural
[9] Brigade Mécanisé de Production
[10] Brigade Attelée de Production
[11] Ferme Agro-pastorale d'Arrondissement
[12] Ferme Agro-pastorale d'Arrondissement

Pour expliquer l'échec de la planification, c'était simple, disait l'ancien Président Ahamed Sékou Touré :

> Lorsqu'on lance des slogans de la Révolution : "Pour la Révolution", les gens crient avec enthousiasme : "Prêt !" Mais le matin, ils viennent avec une heure, voire deux heures de retard et quittent le travail avant l'heure officielle de départ ; cela, c'est la tricherie, c'est la tromperie. C'est là le véritable drame…[13]

Le problème de fond ne peut se résumer à ces simples constatations. La question fondamentale aurait dû être : comment en était-on arrivé là ? Mais le drame dont il s'agit était plus celui des cadres ultra-politisés du P.D.G. que celui du peuple guinéen. En effet, dans ce parti, nul n'avait jamais soulevé de problèmes de fond. Il suffit, à cet égard, de rappeler le congrès du P.D.G. en 1967, dit congrès de « la bouche ouverte ». Certains dignitaires du P.D.G. qui y avaient trop critiqué les travers du système, par exemple le ministre Moriba Magassouba, l'ont payé plus tard de leur vie (A. S. Toure, 1974, p.77).

L'accession de la Guinée à la souveraineté nationale et internationale a exposé le pays à l'obligation de bâtir une ligne de développement pour la reconquête de son indépendance économique, d'où la mise en place de toute une batterie de plans de développement des différents secteurs de la vie politique, économique et socioculturelle.

Pour la réalisation de ces projets, les différents programmes ou plans avaient pour but d'aider les agriculteurs — bref, les Guinéens — à améliorer leurs méthodes culturales à travers l'assistance technique, l'utilisation de tracteurs et la création de nombreuses structures d'accompagnement telles que les CMPA[14], CER[15], FAPA[16], BMP[17], BAP[18], etc. Malgré les quelques succès enregistrés çà et là durant l'exécution des différents plans, plusieurs facteurs préfiguraient leurs difficultés, lesquelles résident dans le manque de maîtrise de la coordination des activités et la volonté ardente de l'État de tout régenter simultanément (A. S. Toure, 1974, p.66).

CONCLUSION

La vision de cet article était d'analyser les mutations au sein des politiques agricoles guinéennes de la période coloniale à la première République. Cette recherche montre que l'administration coloniale a orienté l'agriculture vers les cultures de rente, la modernisation sélective et l'exportation.

Cette administration a renforcé la dépendance en fragilisant les cultures vivrières à travers le développement des plantations soutenues par les stations expérimentales, des services agricoles et des infrastructures.

Cette étude démontre aussi qu'au lendemain de l'indépendance, la première République a introduit une rupture politique et idéologique face à l'ancienne métropole par la nationalisation des terres, l'adoption d'une politique agricole planifiée et la collectivisation des moyens de production. Des CMR, CNPA, CAP, BMP, PRL, FAC et FAPA sont créés pour l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire avec une seule vision : la transformation des campagnes. Malgré tous ces efforts, ces ruptures n'ont pas pu supprimer les continuités dans l'administration et les techniques héritées de la colonisation.

[13] HOROYA, n° 2852, 1981, p.23
[14] Centre Nationaux de Production Agricole
[15] Centres d'enseignement rural
[16] Ferme Agropastoral d'Arrondissement
[17] Brigade Mécanisée de Production
[18] Brigade Attelée de Production

La centralisation de l'encadrement et l'option de la modernisation sont pourtant conservées. Les visions de la première République se butent à assez de contraintes internes et externes.

Le faible taux de résultats s'explique par l'insuffisance des financements, l'inadaptation des équipements de production ainsi que la faible adhésion des producteurs ruraux. Enfin, la première République a opéré une rupture politique et idéologique tout en conservant des continuités qui ont limité la portée de sa mutation agricole. Ce qui confirme l'hypothèse de cet article.

I-RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BEAUJEU-GARNIER Jacqueline, 1958, « L'agriculture guinéenne ». In: *L'information géographique*, volume 22, n°5, 198 p.

DORE Ansoumane, 1986, *Économie et société en République de Guinée 1958-1984 et perspectives*, Paris, Editions Bayardère, 518 p.

DIAKITE Claude Abou, 1972, *Guinée enchaînée ou Le livre noir de Sékou Touré*, Paris, Edité par D.A.C, 266 p.

DIALLO, Siradiou, 1971, « L'interminable tragédie », *Jeune Afrique*, n° 527

GOERG Odile, 2011/3 n°111, « Couper la Guinée en quatre ou comment la colonisation a imaginé l'Afrique ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire d'Outre-mer*.

KEÏTA, Mamy. 2015, *Autosuffisance alimentaire de la Guinée : une longue bataille, de 1958 à nos jours*. Paris, L'Harmattan, 267 p.

LEWIN André, 2010, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984), Président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, volume I, 405 p.

ROLAND Pré, 1951, *L'avenir de la Guinée Française, Conakry*, Editions guinéennes, , 280 p.

PASQUIER, Roger. GOERG, Odile, 1988, « Commerce et colonisation en Guinée 1850-1913 », In Revue française d'histoire d'outre-mer, tome 75, n° 281, 4e trimestre 1988, 431 p.

SURET CANALE Jean, 1970, *République de Guinée*, Paris, Ed. Sociales, 432p.

TOURÉ Ahmed Sékou, 1969, *Le pouvoir populaire*, Tome XVI, Conakry, Ed.
Imprimerie Patrice Lumumba, 568 p.
TOURE, Ahmed Sékou, 1975, *Guide de l'encadreur agricole*, Conakry, Ed. Imprimerie Patrice Lumumba sp.
TOURE Ahmed Sékou, 1974, *Travaux de la première Session Annuelle du Conseil*
National de la Révolution, RDA, N°73, Conakry, Ed. Imprimerie Patrice Lumumba,
322 p.
TOURE Ahmed Sékou, 1976, *Pour une économie populaire et révolutionnaire*, tome xx, Conakry, Ed. Imprimerie Patrice Lumumba, 477 p.

II-Travaux Universitaires :

BAMBA, Mamady, 2023, *Les politiques agricoles de la République de Guinée : approche générale et évolution des structures d'encadrement de 1958 à la mise en place des LPDA dans les années 1990*, Thèse de doctorat, Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry.
BALDE Alpha Ahmadou, 1980, *Rôle et Place de l'Agriculture dans la Doctrine Economique du PDG*, DES, IPGANC.
CAMARA, Joseph Niankoye, 1974, *Problèmes de financement et de gestion des entreprises nationales agricoles*, DES, IPGANC.
CONDE Sory, 1981, *Etude des Problèmes d'Aménagement du Territoire et des Problèmes Socio-économiques liés à l'Implantation des FAPA application : la Région Administrative de Macenta*, DES, IPGANC,
THIAM, Ousmane Tolo, 1975, *La politique agricole de la République de Guinée face au sous-développement*, DES, IPGANC.
HOROYA, n° 2852, 28 décembre 1980-10 janvier 1981, 46e session du C.N.R.

Numéro 22 Septembre 2026
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

e.ISSN 2709-5053 i.ISSN 3106-4914

HARIS N°22 Septembre 2026